

Cérémonie de vœux 2017

Intervention de Maryse Joissains Masini

Grand Théâtre de Provence – Jeudi 26 janvier 2017

Monsieur le Préfet, représentant de l'État,

Mesdames, Messieurs les élus, parlementaires, sénateurs et députés,

Mesdames, Messieurs les présidents de territoire, maires, conseillers municipaux, départementaux, régionaux, métropolitains,

Mesdames, Messieurs les représentants de la société civile et des corps constitués, de l'université, de la justice,

Chambre de commerce – Police – Douanes – Pompiers

Chefs d'entreprise, notamment dans les nouvelles technologies,

Mesdames, Messieurs les journalistes et représentants de la presse,

Un mot pour Martine

Mesdames, Messieurs, chers concitoyens, chers ami,

Le monde dans lequel nous vivons est en fusion. Un monde injuste. Un monde inhumain. « *Le plus mauvais des mondes* » aurait peut-être dit Huxley. Car dans ce monde, l'argent a plus de valeur que le travail et la main invisible de la finance a giflé les plus faibles. L'avantage appartient, trop souvent, à d'autres que ceux qui méritent de leurs efforts.

Ce monde est fracturé. L'insolence de ceux qui à tous les niveaux, imposent des choix et des décisions injustes aux plus faibles, chaque jour plus malheureux. Des guerres atroces, des crimes contre l'humanité, des génocides, - peut-être ? - creusent un peu plus chaque jour cette fracture colossale qui sépare les hommes, divise les peuples, oppose les nations.

Face à cette partition du monde, les candides, les idéalistes, les naïfs veulent abolir les frontières alors que le président élu des États-Unis promet d'ériger un mur entre son pays et le Mexique... et cela moins de 30 ans après la chute du mur de Berlin – censée mettre un terme à la guerre froide...

En portant à leur tête cet oligarque sans l'expérience nécessaire, entouré de milliardaires, de lobbyistes et de banquiers, les Américains ont consacré la domination de l'argent roi.

Ils ont joué les apprentis sorciers. Aujourd'hui, la réaction vient de la rue, mais sur de mauvaises raisons.

Non ; même si Donald TRUMP a été grossier et dévaluant à l'égard des femmes, c'est dans les pays arabes que ces droits sont menacés, pas vraiment en Amérique...

Toutefois, l'Amérique d'aujourd'hui, mais aussi celle d'hier, a déséquilibré le monde avec des guerres et des interventions injustifiées.

Le résultat de ces opérations a créé l'insécurité dans des lieux géographiques où il n'y a plus d'État, où la gouvernance est exercée par des ethnies ; des communautés qui dirigent le pays avec l'aide des pègres locales et régionales.

Ma conviction, Monsieur TRUMP... Vous n'avez pas le droit d'être isolationniste, car l'Amérique se doit de réparer ses erreurs. La parole de la France est à cet égard étrangement absente.

Ce monde est fou. Insupportable pour tous ceux qui le regardent d'en bas ; ceux qui admirent ou s'indignent - face à leurs écrans - des exploits de quelques vedettes de la télé-réalité. Pour ces honnêtes gens vivant souvent d'un salaire minimum et qui assistent, **incrédules**, à **l'indécence** de ces fortunes qui s'étalent ; à **l'arrogance** des richesses dérobées à telle héroïne d'une de ces émissions vulgaires ou à telle princesse du Golfe, détroussée dans sa voiture et délestée de ses millions.

Et ce monde visible des puissants, est d'autant plus insoutenable que les nouvelles technologies (dont il faut par ailleurs louer les vertus) attisent tout à la fois, la convoitise, la jalousie, la cupidité de ceux que la vie, chaque jour disqualifie. Partout l'argent, la beauté, la réussite dictent leur loi sans laisser place à ceux que la maladie, l'indigence, le dénuement, le handicap, l'invalidité ou l'infortune frappent durement. La publicité omniprésente impose ses canons de beauté et de jeunesse éternelle créant simultanément le désir et la frustration et conséquemment le malheur.

En exhibant ainsi l'impudence de cette minorité tapageuse, les nouveaux médias alimentent la vie par procuration de ceux qui la contemplant avec envie, sans bien sûr ne jamais pouvoir y prétendre.

Cette exposition sans filtre, sans pudeur nourrit un sentiment de spoliation, à l'origine de tant de dépit et source de tellement de violences.

Ces nouveaux médias, friands de communication à sensation soulignent les outrages d'un monde décadent où des enfants crèvent de faim et

servent parfois de « joujoux » à des dépravés, trop souvent impunis et défiant les règles les plus élémentaires de la morale.

Ce monde est au bord de l'explosion. Réelle, virtuelle ou potentielle, la guerre est partout, totale. À commencer par Alep, ville martyre, symbole d'une Syrie qui meurt où « l'horreur et la terreur sont les deux faces d'une même médaille » comme l'a si bien dit le représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Je vous le dis donc avec gravité, une année noire s'achève pour le monde. Une année marquée par les attentats qui ont une nouvelle fois endeuillé notre pays et notre région.

Une année noire, marquée par les couacs, les cafouillages et, en définitive, l'échec de la politique menée dans tous les domaines par l'actuel gouvernement.

Une année enfin, empreinte d'incertitude pour l'avenir après l'élection du nouveau président des Etats-Unis ou la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne.

Une annus horribilis aussi pour notre région et notre territoire avec la création de la Monstropole.

Mais désespérer serait absurde. Je préfère l'optimisme de l'action au pessimisme de la pensée. Contre la peur, l'humiliation et la résignation, je veux croire en l'espérance. Je veux croire en l'humanité. Je veux croire au mérite.

Je veux retenir encore de cette année 2016 le succès de la primaire de la droite et du centre. À cet égard, l'année qui s'annonce doit incarner le renouveau ; l'espoir. **Elle sera décisive.**

Le moment est donc venu de tourner la page de l'incompétence et de

l'amateurisme, de l'hésitation et de l'approximation.

Le temps est donc venu de faire entendre d'autres voix. Celle des gens qui souffrent. Des hommes et des femmes dépourvus face aux défis du monde et à la brutalité de décisions technocratiques toujours venues d'en haut ; la voix de ces vrais gens confrontés à la peur du terrorisme, à la réalité ou la menace du chômage, à la globalisation et à l'angoisse du déclassement et d'une vie toujours plus dure dans un pays fragmenté, une Europe divisée et un monde fracturé.

Abstention massive et récurrente, lors des élections, rejet des structures partisans et institutionnelles, profonde défiance vis-à-vis de la politique en général et de l'exécutif en particulier... ces gens-là, vous, nous..., nos concitoyens, nos voisins n'ont plus confiance.

Il est temps donc d'en finir avec une vision politique étatique, centralisée et jacobine dissimulée derrière le masque jovial de la démocratie. D'une démocratie en faillite, en péril ; une démocratie que la misère conspire et en laquelle les Français ne croient plus : plus du tiers d'entre eux considère qu'elle n'est pas forcément le meilleur des systèmes.

On ne peut sans arrêt invoquer, convoquer la démocratie et ignorer avec arrogance et condescendance la parole du peuple qui s'exprime.

Qu'il s'agisse des accords de libre-échange, TAFTA ou autre CETA, du BREXIT, de l'élection de Donald Trump ou du référendum sur l'aéroport de Notre Dame des Landes : il est temps de voir et d'écouter le pays réel ; de regarder le monde tel qu'il est, pas tel qu'on l'imagine. Car mieux vaut affronter une vérité douloureuse mais sérieuse que de se laisser bercer par une illusion heureuse.

N'en déplaise à une caste d'intellectuels dominants, d'experts qui ne franchissent le périphérique qu'à l'occasion des vacances..., la démocratie c'est la souveraineté du peuple ; elle est la voix de ceux qui n'en ont pas. Et il est trop facile, lâche et irresponsable, lorsqu'elle ne plaît pas de qualifier cette vox populi de populisme. Ce combat est stérile. Cessons d'opposer les Français, car il n'y a qu'un pays, qu'un peuple, qu'une nation : la France.

Avec l'humour et la lucidité qui le caractérisaient, Churchill disait de la

démocratie qu'elle est « le plus mauvais des régimes à l'exception de tous les autres ».

Nous ne réhabiliterons pas la démocratie si nous ne mettons pas un terme au mépris et à la démagogie. Si nous ne réduisons pas la fracture territoriale entre la vraie France et celle de ceux qui la gouvernent. Pour cela **ce ne sont plus de simples changements** dont nous avons besoin ; pas même d'une simple rupture ; mais d'un souffle, d'un esprit, révolutionnaire qui ne s'interdit que la violence

Une révolution démocratique et humaine, d'où triomphe le droit des hommes. Une révolution des idées... Un fait d'âme. Un dépassement, un progrès, « un enfantement de civilisation », comme le clamait Victor Hugo dans un éloge à la Révolution.

Si je ne partage pas sa nostalgie pour la barbarie de 1789, je souscris à cette aspiration insurrectionnelle à la stimulation des hommes et des consciences.

Et avant qu'il ne soit trop tard, faisons de ce siècle qu'il soit le « fils d'une idée » nous demande encore Hugo. Ayons dans nos pensées et notre action cette sève révolutionnaire qui nous donne la force de dire non, de refuser l'arbitraire, l'injuste, l'inique au nom de lois de circonstance ou d'une réglementation mise en place par ceux qui craignent le jugement du peuple et qui abusent régulièrement de leurs pouvoirs.

Dire non, non pas pour détruire le passé, l'héritage et les ancêtres mais pour ébranler le poids des dogmes ; pour éclairer la nuit des fausses certitudes ; pour écouter les doutes que fait naître une société toujours plus dure et pour inventer des pratiques modernes. Une nouvelle politique où la liberté et l'autonomie n'auraient d'égales que la conviction et la responsabilité.

Troquons nos vieilles promesses contre des engagements lucides et courageux ; faisons de nos sempiternelles professions de foi de réels contrats ; parlons de nos convictions et cessons les artifices éphémères, les opportunistes de circonstances ; arrêtons de confondre réflexion et communication ; réhabilitons la noblesse du courage et de l'autorité contre la trahison de ceux qui se laissent guider par la lâcheté, les attermoiements, l'esquive et les petits arrangements.

L'hésitation, la concession, le renoncement ne font pas une politique. Croyons en la virilité du genre humain pour conduire le changement avec raison, efficacité, pragmatisme et vision, contre l'obscurantisme. Préférons l'audace à la brutalité des solutions extrêmes sans lendemain.

Réformons, rénovons la France pour l'inscrire résolument dans la modernité tout en restant fidèle à l'écriture d'un récit national. « Parce que l'Histoire l'a faite grande », comme le proclamaient nos manuels scolaires. Cela nécessitera de regarder l'avenir dans le respect des traditions ; d'entendre la jeunesse sans offenser ses aînés ; de transformer nos handicaps en atouts ; de repousser les limites avec égard pour la proximité.

J'ai confiance en l'intelligence de notre pays et le redressement de la France ; confiance à condition de rejeter, dans un même élan, les normes d'une globalisation excessive et le repli identitaire. Notre peuple retrouvera confiance en ses élites si celles-ci sont exemplaires. Le général de Gaulle l'exprimait en ces termes :

« Quand les Français croient en la grandeur de la France, ils font de grandes choses ; quand ils se sentent abandonnés ils font de petites choses ». Et j'ajouterai cette belle citation de **René Cassin** : « Je tiens de ma patrie un cœur qui la déborde et plus je suis français, plus je me sens humain ».

Confiance aussi parce que je préfère Prométhée à Cassandra ; parce que, oui, je crois à la révolution scientifique : à la révolution des technologies, à l'intelligence artificielle, à la révolution numérique...

Tournons-nous vers l'avenir. Écoutons l'homme : sa raison plus que son instinct, ses espoirs plus que ses regrets ; ses aspirations plus que ses imprécations ; ses souhaits plus que ses rancœurs ; son désir de paix plus que ses haines. Chaque citoyen doit pouvoir être coproducteur du futur.

Et pour toute cause, je revendique la parole et la liberté ; le droit de combattre et de lutter dans l'intérêt de notre territoire et de notre pays.

« La République a compris que l'unité nationale ne pouvait se faire sans respiration territoriale », lançait à la tribune Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, le 2 juillet 2014.

Alors oui, je le crois : l'espoir et l'avenir valent bien une révolution. Une révolution pour rompre avec de vieilles pratiques ; en finir avec le mensonge. Il est urgent pour la politique de renouer avec la vérité : la vérité du diagnostic et de la parole, l'authenticité des convictions, la vérité des chiffres, la réalité des engagements, la sincérité de l'action. Et, à cet égard, notre contrat social ne doit plus être seulement un contrat de services mais un contrat d'engagement.

Il est urgent de parler vrai. De dire les vérités qui dérangent. Je sais que les Français préfèrent avoir tort avec Sartre que raison avec Aron. Mais quand je pense qu'Éric Zemmour a raison je le dis ; librement. Cela ne veut pas dire que j'épouse ses idées. La vérité n'est pas une opinion.

La gauche de Mitterrand n'avait pas le monopole du cœur. La gauche de Cahuzac n'a plus de gauche que l'usurpation d'une belle histoire...

Chroniqueur de gauche, complice de Hollande et de Mitterrand derrière le pseudonyme de Caton, André Bercoff est aujourd'hui essayiste et éditorialiste pour Valeurs actuelles. Il n'a pas, dit-il, renoncé à ses convictions. Il n'est ni diable, ni traître. Juste libre. Je ne partage pas nécessairement ses opinions, mais les respecte ; la vérité affranchit les hommes.

J'aspire à la révolution encore pour oublier les promesses et les illusions de

ce quinquennat agonisant marqué par la hausse continue du chômage, des impôts et prélèvements en tout genre, la progression de la misère, l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, le tout masqué par les mensonges répétés de certains médias idolâtres, complices d'une manipulation effrayante de la pensée collective.

Les lois adoptées depuis 2012 sont mauvaises car, élaborées par des technocrates, elles tendent à éloigner la décision du peuple souverain.

Sur ce point, permettez-moi de citer encore Bruno Retailleau : « Les Grecs ont créé la démocratie dans un espace réduit, de visage à visage. Pour que la minorité accepte la loi de la majorité, il faut des liens, de la proximité, il faut que l'élu soit à portée d'engueulade, si j'ose dire, plus souvent que de compliments. La démocratie nationale n'est que la projection de la démocratie locale. Plus vous éloignez la décision, plus vous allez distendre ce lien. »

Au lieu de se concentrer sur ses fonctions régaliennes et d'exercer son autorité en matière de sécurité et de justice, l'État procureur a préféré contraindre les territoires de la République. Il a ainsi légiféré à sept reprises sur l'organisation des collectivités. Des lois que le président de la métropole, Jean-Claude Gaudin lui-même n'a pas hésité à qualifier de « désherbant territorial ».

Emblématique de cette frénésie, la loi MAPTAM à l'origine de la création de la métropole Aix-Marseille-Provence démontre l'entêtement de ce gouvernement, laxiste sur ses prérogatives d'État et tyrannique à l'égard des territoires de la République.

Il en va ainsi de la loi SRU version Duflot qui décrète d'en haut la bonne proportion de logements sociaux à réaliser aussi bien dans les villes que les villages. Sans tenir compte des densités de population, des contraintes naturelles ou de la superficie des communes. Ce n'est plus de l'incompétence, mais cela est devenu de l'imbécillité.

Pareillement avec la réforme des rythmes scolaires. L'État décrète ; Il impose un carcan aux familles, aux enfants, aux maires et aux communes. Quant à la baisse des aides de l'État à la culture, elle a abouti à la disparition de 143 manifestations et festivals en France ; et ce n'est pas fini.

Nous avons lutté et résisté contre le projet de métropole. Je n'ai cessé de le dénoncer. Nous avons alerté, proposé alternatives et amendements. Nous avons défendu la coopération métropolitaine de projet. Un gouvernement aveugle et sourd ne nous a pas entendus. Et aujourd'hui l'échec annoncé est réalité. Les impôts s'envolent. La mauvaise gestion s'installe. Les déficits creusés pendant des années par certains élus, assurés de l'impunité, seront payés par tous les citoyens et les entreprises du territoire... Plus de quatre milliards d'euros, avec des emprunts toxiques dont le rachat coûte cher à la collectivité.

Pourtant l'idée et l'échec d'une métropole marseillaise ne sont pas nouveaux. L'opposition au projet est historique. La première offensive remonte à 1933 avec le plan d'extension de la ville de Marseille imaginé par l'architecte Jacques Gréber... Enterré !

Dans les années 60, Gaston Defferre s'oppose à son tour au regroupement de Marseille avec les communes voisines. D'autres tentatives encore ont échoué, notamment l'élaboration à la fin des années 60 d'un « schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise » proposé alors à 59 des 119 communes du département.

La fusion forcée – au sein d'une métropole intégratrice et centralisée – de territoires aussi divers et dans un espace aussi grand est tout simplement une hérésie. C'est réducteur et mortifère.

N'en déplaise à un Conseil constitutionnel qui n'est plus que l'instrument d'intérêts particuliers et qui trahit ainsi son acte fondateur.

Un Conseil constitutionnel qui a failli et qui a livré le territoire d'Aix et du Pays d'Aix à la cupidité, au clientélisme, aux impôts, à la faillite programmée d'une gestion incompétente, mais aussi à une certaine pègre bien organisée pour se nourrir des territoires de la Provence.

Cela, les magistrats de ce Conseil, interpellés sur la nécessité d'aider Jean-Claude GAUDIN, ne pouvaient l'ignorer.

Ils devront rendre compte à nos populations et aux jeunes de ce territoire, qui hériteront le la facture.

En fait, au 21^e siècle, dans notre beau pays de droit, le gouvernement actuel a organisé un hold-up territorial... Une prise de guerre par des élus et un territoire mal géré, en état de faillite, sur les ressources et moyens d'un territoire voisin, le nôtre, géré avec rigueur et lucidité ; un vrai territoire attractif... vertueux, que le fait du prince assassine.

Pourtant, tous les jours, les médias nous disent que dans ce territoire, qui aujourd'hui tient les rênes et prend les décisions, rien ne va et que la jeunesse y est en danger.

Appelé à se prononcer sur le fait métropolitain, le Conseil de l'Europe lui-même a dénoncé « l'absence de véritable consultation des collectivités locales avant le vote de la loi » **et donc l'inconstitutionnalité de celle-ci.**

On ne peut pas dire que je n'ai pas mis en garde les élus, le gouvernement et le président de la République. Mais peut-être n'est-il pas trop tard ? Je crois en une alternance intelligente.

« Le présent est fait de lutte, l'avenir nous appartient ».

La métropole n'est donc pas une fatalité. « À l'ère du numérique, il faut de l'agilité, de la réactivité, pas ce genre de remembrement ! Partout des oppositions se lèvent contre ces mariages forcés », insiste encore Bruno Retailleau. Il a raison.

La liberté est notre devise, la liberté locale notre credo. La libre administration est, et doit rester, la règle constitutionnelle.

Je revendique pour les élus de la France des territoires, le droit de dire et la liberté d'agir, sans interférence de l'État, pour l'intérêt général des habitants dont ils partagent au quotidien, plus que quiconque, les difficultés et les souffrances.

Je m'en remets désormais au futur gouvernement. Je l'appelle à dissoudre

la métropole Aix Marseille Provence comme d'autres, - Valérie Pécresse, Patrick Devedjian ou Pierre Bédier - ont demandé la suppression de la métropole du Grand Paris. Celle-ci est d'ailleurs inscrite en toutes lettres dans le programme du candidat François Fillon.

J'attends du prochain quinquennat qu'il propose de poursuivre la décentralisation autour du bloc communal - commune et intercommunalité - et d'un bloc Région/Département en réintroduisant le conseiller territorial créé par la loi de 2010 de Nicolas Sarkozy.

Cherchons ensemble la voie d'une synthèse raisonnable entre l'unité et la diversité pour aboutir à un pacte territorial. Un pacte ambitieux pour la prospérité de nos communes et garant de la solidarité de proximité pour les citoyens de nos villes et villages.

Nous sommes les héritiers d'une civilisation qui a servi de modèle dans le monde entier.

Le Pays d'Aix, c'est la Provence, avec ses mairies, ses écoles, ses clochers, sa nature qui fleure bon.

Cette identité nous est chère, nous avons toujours accepté de la partager, jamais de la soumettre.

Les envahisseurs ont toujours été chassés.

Il en sera de même des prédateurs que l'État de droit nous impose.

La loi du plus fort a toujours cédé la place à l'intelligence, et nous gagnerons le combat.

C'est pourquoi, tous ensemble, avec nos rêves et une foi inébranlable, nous instrumentaliserons notre révolte pour la positiver. Elle est légitime. Et après des mois, voire des années de combat, notre détermination est intacte.

Le peuple de Provence est en marche contre la violence des dogmes et la servilité de leurs séides.

Nous avons des raisons de nous battre.

Notre territoire est magnifique ; notre jeunesse est saine et audacieuse ; elle écrira sa page d'histoire, qui sera celle de la reconquête, de sa liberté, de notre autonomie.

Nous avons fait d'Aix un territoire économique,

Nous avons fait d'Aix un territoire du futur,

Nous avons fait d'Aix un territoire culturel et sportif,

Nous avons conforté Aix en territoire universitaire avec le Plan Campus,

Nous aurons conforté Aix en pôle judiciaire.

Nous avons géré avec rigueur, sans augmenter les impôts pendant 20 ans.

Fin 2015, l'encours de la dette de la Communauté du Pays d'Aix était de 209 millions d'euros,

au 30 janvier 2016, l'encours de la dette de la métropole était de 2,2 milliards d'euros ; avec Marseille, 4 milliards d'euros.

Aussi,

Avec le vent de l'espoir, écoutez-le, vouloir ce beau pays qui est le vôtre,

Avec le vent de l'alternance, écoutez-le, pouvoir ce beau pays qui est le nôtre,

Ensemble, tous les citoyens ensemble, dépoussiérons ce merveilleux triptyque « **Liberté, égalité, fraternité** », pour qu'il s'impose comme valeur incontournable de notre évolution, de notre modernité.

L'autoritarisme, le mépris, la suffisance, l'orgueil, devront laisser place à l'ouverture, au respect, à l'espérance.

Tous mes vœux,

Que cette année 2017 vous permette de vous réaliser ; de transcender vos sentiments pour le meilleur.

Le monde a besoin d'amour, pas de haine.

Vive le Territoire du Pays d'Aix,

Vive la République,

Vive la France.